

En voulant isoler le Venezuela, Obama s'isole en Amérique latine. (Boston Globe)

2 avril 2014



Mark WEISBROT, Oliver STONE

Le Gouvernement de Bush eut l'intention politique d'essayer d'isoler le Venezuela de ses voisins, mais, au lieu de cela, sa stratégie eut pour résultat d'isoler Washington. Le Président Obama, lors de sa première rencontre avec les leaders du continent, à Trinidad en 2009, promit un renouveau dans les relations. Pourtant aujourd'hui, son gouvernement se retrouve encore plus isolé que celui de son prédécesseur, et en grande partie pour les mêmes raisons.

Un exemple qui démontre clairement cela, fut le vote très peu équilibré qui eut lieu à l'Organisation des Etats Américains (OEA) au sujet du Venezuela le 7 Mars dernier. Vingt neuf des trente deux pays non seulement rejetèrent l'intention de Washington de faire intervenir l'OEA au Venezuela, mais en plus, approuvèrent une résolution dans laquelle ils exprimaient leur solidarité avec le Gouvernement de Nicolas Maduro. Difficile de concevoir une déroute plus absolue que celle-ci, pour une institution en laquelle le gouvernement des Etats-Unis a encore un niveau d'influence élevé et disproportionné.

De façon tout à fait surréaliste, le Gouvernement d'Obama semble ne pas s'apercevoir que ce continent est très différent à ce qu'il était il y a 15 ans. Les gouvernements qui représentent la majorité de l'Amérique Latine, dont le Brésil, l'Argentine, l'Equateur, la Bolivie, l'Uruguay et le Venezuela en Amérique du Sud, et le Salvador et le Nicaragua en Amérique Centrale, sont de gauche. Ces gouvernements rejettent avec force la représentation faite par Washington des récents événements qui ont lieu au Venezuela comme si le gouvernement voulait « réprimer des manifestants pacifiques ». Si nous considérons les déclarations de ces gouvernements et des Institutions du bloc commercial Sud-Américain (Mercosur), et de l'Union des Nations Sud-Américaines (Unasur), elles partagent le point de vue de Maduro sur ces manifestations. Elles les voient comme un essai de destituer un Gouvernement élu démocratiquement. Même la Présidente du Chili, pourtant peu encline à critiquer Washington, a utilisé, comme beaucoup d'autre, le mot « déstabilisation » pour décrire ces manifestations. Ces Gouvernements voient, de plus, que Washington utilise son pouvoir pour appuyer cet essai de déstabilisation.

C'est un scénario qu'ils ont déjà vu auparavant. En 2002, le Gouvernement de Bush a « procuré un entraînement, un développement institutionnel et d'autres sortes d'aides à des individus et des organisations qui ont été mêlées de façon active au coup d'état militaire » qui destitua brièvement le

Président d'alors, Hugo Chavez, selon le Département d'Etat. Après l'échec de ce coup d'état, Washington augmenta le niveau de financement des groupes d'opposition, ce qui a continué jusqu'à aujourd'hui.

Ces leaders respectent Maduro, et ont toutes les raisons de le croire quand il dit qu'il tente par tous les moyens de faire cesser la violence. Le Gouvernement a arrêté à ce jour, 21 agents de la sécurité. Malgré les délits commis individuellement par des agents des forces de l'ordre, il n'y a aucune preuve que le Gouvernement de Maduro ait voulu recourir à la violence pour réprimer la dissidence. Depuis le début des manifestations la majorité des morts ont été causées par les manifestants et non par les forces de l'ordre.

L'Equateur et la Bolivie ont eux aussi été confrontés à des manifestations violentes quand des forces de droite similaires à celles qui sont à la tête de l'opposition vénézuélienne ont tenté de destituer leurs gouvernements en 2008 et 2010 respectivement. L'Amérique du sud conduite par le Brésil se mobilisa en leur faveur en ces occasions. Et ce fut le cas également au Venezuela en avril 2013, quand plusieurs personnes furent assassinées (cette fois toutes étaient Chavistes) lors de manifestations contre la victoire électorale de Maduro. Cette fois encore on put voir que Washington était du mauvais côté, jetant de l'huile sur le feu en refusant de reconnaître les résultats d'élections démocratiques qui étaient absolument sûrs. La Présidente du Brésil Dilma Rousseff et son prédécesseur, le toujours très aimé Lula da Silva, dénoncèrent l' « interférence Etasunienne ».

Le fait que les Etats-Unis aient utilisé la OEA lors du coup d'état au Honduras en 2009, pour légitimer la dictature, a conduit le reste de la région à former une nouvelle organisation continentale, la Communauté des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC), sans la participation des Etats-Unis et du Canada. Comme c'était prévisible, seuls les Etats-Unis et le Canada, auxquels se joignit le Gouvernement très à droite de Panama, s'opposèrent à la résolution du 7 mars.

Le reste du continent s'opposera à toute tentative des Etats-Unis de mettre au même niveau un nombre relativement bas de manifestants conduits par des politiciens d'extrême-droite et un gouvernement démocratiquement élu ; comme le fit Washington en organisant la « médiation » entre la dictature du Honduras et le gouvernement élu démocratiquement qui fut renversé en 2009. La région voit bien que Washington veut enlever toute légitimité au Gouvernement du Venezuela, fomentant dans ce but la violence et la déstabilisation.

Si le Gouvernement d'Obama désire améliorer ses relations avec la région, il pourrait commencer par s'unir au reste du continent en reconnaissant les résultats des élections démocratiques.

Oliver Stone et Mark Weisbrot

Article publié dans le Boston Globe (22/3/14). <http://www.bostonglobe.com/opinion/2014/03/21/obama-wrong-isolate-vene...>

Oliver Stone est réalisateur, scénariste et producteur de cinéma. Il a gagné plusieurs prix pour son travail dans des films cultes comme : *Platoon*, *Wall Street*, *JFK*, *Né le 4 Juillet*, *Tueurs nés*, et *Nixon*.

Mark Weisbrot est co-directeur du Centre d'Investigation en économie et en politique (center for economic and policy research) et a coécrit le documentaire d'Oliver Stone : *South of the Border* (Au sud de la frontière).

Traduit de l'espagnol par irisinda La Jornada <http://www.jornada.unam.mx/2014/03/28/index.php?section=opinion&ar...>